

Interview de Frédéric OUDEA, président de la FBF

**BFM Business – Le 11 avril 2012 –
Good Morning Business - Stéphane Soumier**

[Extraits]

STEPHANE SOUMIER

Bonjour Frédéric OUDEA. [...] vous intervenez ce matin sur BFM Business en tant que président de la Fédération bancaire française. Et c'est bien au président de la FBF que va aller ma première question, pourquoi les banques françaises sont-elles à nouveau objet de défiance sur les marchés, Frédéric OUDEA ?

FREDERIC OUDEA

[...] On est à nouveau peut-être entré dans une zone de turbulences, vous savez, l'Europe est engagée dans des réformes de fond. Il y a un certain nombre de choses très importantes qui ont été faites, des émissions de dettes qui ne se sont pas trop mal passées jusqu'à présent, la Grèce qui a été traitée, le pare-feu qui a été mis en place, le LTRO qui permet aux banques de continuer à financer, et en même temps, bien entendu, les marchés restent nerveux, et aujourd'hui, il y a des questions sur l'Espagne, donc la question, c'est : est-ce que l'Espagne va arriver à aboutir à l'objectif qu'elle s'est fixée de réduction du déficit, et donc on est dans des périodes où il faut s'attendre à de la volatilité, c'est un peu, je vous dis, un parcours d'avion, il y a des zones de turbulences, eh bien, il faut s'habituer à ce type de volatilité. [...]

STEPHANE SOUMIER

Deux prochaines années de volatilité devant nous, Frédéric OUDEA ?

FREDERIC OUDEA

[...] potentiellement, si vous voulez, nous sommes [...] face à des changements de fond, et il faut arriver à montrer aux marchés que les trajectoires deviennent vertueuses. Et ça, c'est un certain nombre de trimestres pour montrer que les résultats sont bien au rendez-vous, c'est logique...

STEPHANE SOUMIER

Mais paradoxalement... enfin, on est quasiment schizophrène parce qu'on continue à s'appuyer sur vous, essentiellement, c'est-à-dire, sur vous, systèmes bancaires, on est bien tous conscients qu'on est face à une crise d'endettement, et on vous demande d'acheter davantage, et on vous demande de financer davantage l'économie...

FREDERIC OUDEA

[...] Dans un certain nombre de pays, effectivement, il faut se dire que le crédit doit baisser, l'endettement doit baisser, c'est comme des ménages qui arrivent au bord du surendettement, et puis, ils ne peuvent pas continuer à s'endetter. En même temps, ce qui

est important [...], c'est qu'au fond, faire en sorte que, il y ait du crédit et de l'épargne qui puissent financer les capacités de production, et je crois que le point important, c'est, si on veut parler croissance, si on veut parler emplois, il faut que la croissance vienne plus de l'investissement, de la compétitivité dans le futur, c'est ça qui va faire la croissance, ce n'est plus la dépense publique, et d'une certaine manière, la consommation, on voit bien que dans un certain nombre de pays, ça ne sera pas forcément non plus le cas. Donc c'est bien une question de compétitivité de l'Europe, bénéficiant d'une croissance mondiale, qui reste forte, donc que l'Europe globalement soit plus compétitive et exporte plus, qu'il y ait de l'investissement, de l'innovation, c'est ça qui fera la croissance. [...]

STEPHANE SOUMIER

Sans arrêt, la pression est là, on regarde un chiffre d'offre de crédit, et on dit : il n'est pas suffisant...

FREDERIC OUDEA

[...] si on regarde maintenant la France, [...] les banques françaises ont prêté depuis trois ans plus que partout ailleurs en Europe. Et la croissance du crédit à fin février, elle est encore de + 5% par rapport à l'année dernière. Donc le problème de la France n'est pas un problème d'accès au crédit, et le système bancaire a fait son travail. Le problème de la France est un problème de compétitivité, on le sait bien, on a perdu des parts de marché depuis dix ans à l'export, il faut qu'on soit capable d'être plus compétitif, que l'investissement du coup soit aussi plus dynamique, y compris bien sûr des entreprises, cet investissement productif, et que dès lors, on puisse créer des emplois. C'est ça le problème de la France, ça repose sur une capacité, ensuite, bien entendu que le système bancaire puisse en particulier drainer l'épargne vers ces besoins de financement, ces besoins de financement qui vont créer l'emploi et la croissance. [...]

STEPHANE SOUMIER

D'où est venue cette histoire que, un certain nombre de banques européennes allaient rembourser plus tôt que prévu la Banque Centrale Européenne [...]?

FREDERIC OUDEA

[...] Ce fameux LTRO, qui représente environ 5 à 6% du montant des crédits faits à l'Europe, donc quelque chose qui n'est pas si gros que ça au total de l'activité bancaire en Europe, c'est quoi ? c'est un filet de sécurité [...] qui permet justement aux banques européennes de continuer à s'engager dans le crédit alors même que vous vous souvenez, fin 2011, il y avait plein d'incertitudes sur la liquidité, la capacité à prêter, et deuxièmement, si justement il y a de nouveau des zones de turbulences qui sécurise la liquidité bancaire. Donc je crois qu'il est pour l'instant prématuré de parler de remboursement [...].

Vu de l'étranger, effectivement, les gens ont du mal à comprendre, on a un système en tout cas bancaire français qui, comme je l'ai dit, a fait mieux son travail que partout ailleurs, qui finance l'économie, qui n'a rien coûté aux contribuables, et qui effectivement est l'objet d'un certain nombre de critiques qui me paraissent complètement injustifiées. [...]

Quand vous regardez les grandes banques, encore une fois, françaises qui sont ancrées dans les économies, avec des agences, qui collectent des dépôts, qui financent les entreprises, je le répète, depuis trois ans, nous faisons mieux que partout en Europe, nous finançons l'économie, croissance des crédits, 5% de plus par rapport à l'année dernière.

STEPHANE SOUMIER

Oui, bon, enfin, là-dessus, c'est une discussion sans fin, parce que, en gros, les chefs d'entreprise vous diront : oui, évidemment, vous donnez de l'argent à ceux qui n'en ont pas besoin, et oui, évidemment, vous gonflez comme ça vos chiffres, en apportant des lignes de crédit à ceux qui, finalement...

FREDERIC OUDEA

[...] ça, c'est absolument faux [...]. Et je peux vous dire une nouvelle fois que les chefs d'entreprise aujourd'hui, le problème du financement n'est pas le cœur de leur sujet, le problème, c'est, derrière, les nouveaux marchés, c'est la capacité parfois à trouver de la main d'œuvre qualifiée. [...]

Donc le financement, il est disponible une nouvelle fois en France plus que partout ailleurs en Europe. Deuxièmement, les banques sont conscientes de leurs responsabilités, et vont continuer à alimenter, comme je l'ai dit, le crédit, en particulier, le crédit aux entreprises, puisque, derrière, c'est la question de la croissance. Et les banques sont évidemment soucieuses et ont fait des progrès considérables depuis trois ans dans les délais de réponse aux crédits, qui est un point très important, les entreprises insistent là-dessus, sur la compétence des conseillers, le fait que les conseillers restent plus longtemps sur leur poste, tous ces efforts sont faits. D'ailleurs, je signale que la Fédération bancaire française sort aujourd'hui un document pour justement récapituler ce qu'est le système bancaire français, 400.000 salariés... [...]

STEPHANE SOUMIER

[...] cette histoire de [...] séparer une bonne fois pour toutes des activités de financement de l'économie appuyées sur des dépôts, et des activités de marchés, qui sont appuyées sur les éléments que vous voudrez bien trouver. Comment est-ce que vous regardez cette question de séparation aujourd'hui, Frédéric OUDEA ?

FREDERIC OUDEA

Ce sont des visions caricaturales, déformées par rapport à la réalité, qui font partie d'une rhétorique politique, mais je le répète et je l'ai déjà dit, il n'y a pas un centime du dépôt des Français qui va financer des activités spéculatives. Et les banques, depuis quatre ans, et elles vont continuer à le faire, sont engagées dans des transformations profondes de leur business modèle.

Donc sur la séparation, il n'y a, premièrement, personne qui propose une séparation en deux entreprises, personne n'a envie d'avoir des GOLDMAN SACHS européens, en tout cas, moi, je ne l'entends pas et je ne crois pas que ce soit industriellement possible et souhaitable.

Deuxièmement, il y a une réforme en Angleterre qui s'appelle « la réforme VICKERS », qui protège, sépare la banque de détail. Cette réforme-là est très compliquée à mettre en œuvre en France, notamment du point de vue des banques mutualistes, parce que leur organisation est différente, et en plus, cette réforme est liée au système britannique. [...] le problème britannique, c'est aussi de protéger les déposants contre les activités de banque de détail qui ont été elles-mêmes risquées.

Et enfin, donc troisièmement, il y a la fameuse « règle Volcker » aux États-Unis, sur laquelle on est prêts, nous – s'il y avait notamment une réglementation européenne en ligne avec la réglementation américaine – à réfléchir, travailler. Je note simplement qu'aux États-Unis, ça fait deux ans et demi qu'ils en discutent, et qu'elle est à nouveau retardée, pourquoi, parce que ça n'est pas si simple en fait de mettre en œuvre cette règle-là [...]

STEPHANE SOUMIER

Ce qui revient globalement à interdire un certain nombre d'activités, on peut le dire comme ça, [...] notamment tout ce qui tourne, le compte propre, la gestion pour...

FREDERIC OUDEA

Oui, [...] en théorie, c'est ça, c'est essayer de distinguer les activités purement spéculatives des autres activités de marché, qui sont nécessaires à l'économie, je crois qu'il faut qu'on insiste plus que jamais pour dire : les activités de marché, les émissions d'actions, les émissions d'obligations, les financements de projets, qui peuvent être refinancés sur le

marché obligataire, tout ça, c'est très nécessaire à l'économie. Mais encore une fois, c'est arriver à distinguer celles qui ne seraient pas directement liées à des besoins de financement de l'économie. Et toute la difficulté, c'est en fait de faire ce tri. [...]

[...] Au total, l'idée, c'est plutôt de dire : préservons la capacité des banques à financer l'économie, tant par le crédit que par les activités de marché, et c'est un enjeu de souveraineté pour la zone euro, l'Europe, d'avoir des activités de marché, puisque toutes les réglementations internationales, c'est un peu paradoxal, mais vont faire que plus du financement de l'économie européenne va être financé par les marchés. Il faut donc qu'on ait des acteurs ancrés dans la zone euro dont les intérêts soient alignés avec la zone euro, qui soient capables d'aider justement les entreprises à émettre des actions, émettre des obligations, se financer pour aller conquérir des marchés, pour aller se développer à l'international. Ça, j'ai l'impression que ce constat est partagé.

[...] Ensuite, [...] comment, bien entendu, faire en sorte que dans le futur, les contribuables ne soient pas exposés ou les déposants ne soient pas exposés à des activités à risque, et ça, c'est complètement légitime. Donc je voudrais simplement tout de même rappeler que toutes les réglementations Bâle III, le renforcement du capital, le renforcement de la liquidité, sont là justement pour renforcer la sécurité du système, on oublie tout ce qui est en œuvre, en cours pour renforcer la sécurité des systèmes, et, comme je l'ai dit, une nouvelle fois, la « règle Volcker », si les États-Unis arrivent, au fond, à définir cette « règle Volcker », et pourquoi pas, avoir au niveau européen une transposition qui compléterait encore le dispositif, mais je le répète, ça n'est pas si simple manifestement [...].

STEPHANE SOUMIER

Est-ce que vous sentez qu'il y a au sein [...] de vos équipes aujourd'hui, une inquiétude lourde sur le nouveau périmètre bancaire, et sur la façon dont ce périmètre bancaire sera encore en capacité aujourd'hui d'offrir des histoires de croissance à ceux qui seront au cœur de vos entreprises, Frédéric OUDEA ?

FREDERIC OUDEA

Si vous voulez, les salariés des banques, auxquels je voudrais vraiment rendre hommage, parce qu'ils font chaque jour leur travail dans des conditions difficiles, sont confrontés à des changements profonds : les changements d'environnement économique, les changements réglementaires qui sont considérables, et que souvent... on commente en les négligeant, mais je le répète, Bale III, c'est un changement profond de modèle, de nature d'activité...

[...] Y compris dans les agences au sens où, par exemple, les enjeux de collecte de dépôts sont très importants, les enjeux de conseil en matière d'épargne sont des choses nouvelles, les produits changent sans arrêt [...].

Et au fond, les banques vont connaître des trajectoires que certaines entreprises industrielles ont pu ou peuvent connaître, et c'est quelque chose qui est finalement peut-être plus nouveau dans le secteur bancaire que dans certains secteurs industriels. Donc il est logique que les salariés, bien entendu, en plus avec les critiques que vous mentionnez, qui sont injustifiées, je le dis, injustifiées par rapport à tous ces salariés qui chaque jour vont travailler avec beaucoup d'engagement au profit de leurs clients, c'est normal qu'ils se posent, bien sûr, des questions, mais au total, si vous voulez, les banques françaises s'adaptent, les banques françaises continuent à accompagner leurs clients, je le répète, et quand on est proche d'un client, finalement, c'est ça qui compte. [...]